

## Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

### Absents :

## Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au terme d'une procédure de bien vacant et sans maître fondée sur les articles L 1123-1 et L1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques, la Ville a incorporé dans le domaine privé communal un immeuble situé 18 rue du Bassin, cadastré LM 57, constitué d'une maison avec jardin à réhabiliter, d'une surface utile d'environ 140 m<sup>2</sup>, dont 70 m<sup>2</sup> habitables sur une parcelle de 225 m<sup>2</sup>.

Considérant que ce bien, compte tenu de sa superficie et sa configuration ne peut être aménagé en vue d'être affecté à un équipement public, le Conseil municipal, par délibération en date du 17 février 2014, a autorisé la Ville à procéder à la mise en vente publique de cet immeuble, situé en zone 1U1-4fw du plan local d'urbanisme et comprise dans un périmètre de protection des monuments historiques.

France Domaine ayant évalué la propriété au prix de 70 000 € (+ ou – 20%), le prix plancher de la mise en vente a été fixé à 85 000 € HT.

Les modalités de mise en vente retenues étaient les suivantes :

- Insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville,
- Envoi d'un courrier d'information à la Chambre des notaires,
- Remise d'un cahier des charges de cession aux intéressés comportant l'obligation d'acquérir le bien en vue de la réhabilitation du bâti et du maintien de la fonction résidentielle.

Les critères de sélection de l'acquéreur proposés étaient les suivants :

- Qualité du projet envisagé eu égard aux règles d'urbanisme et à son insertion dans l'environnement spécifique du secteur lié à la proximité de l'église de Celleneuve (6 points)
- Solvabilité et garanties bancaires apportées (2 points)
- Prix de vente proposé (2 points)

A l'issue de la procédure, aucune offre d'acquisition n'a été proposée, compte tenu du coût prévisionnel des travaux de réhabilitation et de réaménagement des espaces intérieurs de conception vétuste, du fait de la covisibilité avec le monument historique de l'église de Celleneuve qui engendre des surcoûts de travaux conséquents selon dires d'architecte communiqués lors de la première mise en vente.

Il paraît donc opportun de procéder à une nouvelle mise en vente publique, selon les modalités de publicité et de sélection des offres retenues lors de la première procédure, avec diminution du prix, conformément à l'avis de la Commission consultative des cessions immobilières qui s'est réunie le 18 juin 2014.

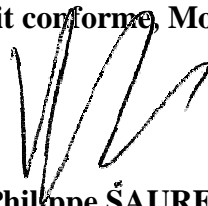
Il est proposé de fixer le prix plancher de mise en vente à 56 000 € HT soit 70 000 € moins la marge de négociation des Domaines de 20 %, les candidats étant libres de proposer un prix supérieur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la mise en vente publique de l'immeuble cadastré LM 57, situé 18 rue du Bassin, selon les modalités de publicité et de sélection des offres décrites ci-dessus, au prix plancher de 56 000 € HT conforme à l'évaluation réalisée par France Domaine le 16 janvier 2014,
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à ce dossier.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 03 octobre 2014**